

LE PLUS GRAVE SCANDALE FINANCIER DES TEMPS MODERNES

4. LA CORRUPTION DE L'ÉTAT DE DROIT PAR LLOYDS

- **L'État de droit et son importance**

L'État de droit assure l'égalité de tous les citoyens devant la loi et empêche l'utilisation arbitraire du pouvoir. Sa suprématie garantit qu'aucune personne ou institution ne peut prétendre se placer au-dessus de la loi¹.

C'est un outil qui protège les citoyens contre leur gouvernement - pour s'assurer qu'il ne les traite pas injustement, ou ne les prive pas arbitrairement de leurs droits. Les lois sont claires, rendues publiques et stables. Elles sont appliquées de manière uniforme et protègent les droits fondamentaux, notamment la sécurité des personnes et des contrats, la *propriété* et les droits de l'homme.

- **Lloyds a corrompu, abusé et ignoré l'État de droit et a été autorisé à le faire par le gouvernement et la FCA.**

La législation est depuis longtemps favorable aux banques. Toutefois, en particulier depuis la crise bancaire de 2008, des banques telles que Lloyds ont été considérées comme étant **au-dessus de la loi**. Lloyds s'est livrée à la corruption, à l'abus ou au mépris de l'État de droit, ainsi qu'à l'obstruction de la justice.

La banque Lloyds, ses dirigeants et ses agents professionnels semblent avoir enfreint le FSMA 2000, la Companies Act 2006 (Loi sur les sociétés de 2006), la Proceeds of Crime Act 2002 (Loi de 2002 sur les produits du crime), la Fraud Act 2006 (Loi sur la fraude de 2006), la Perjury Act 1911 (Loi sur le parjure de 1911), la Forgery & Counterfeiting Act 1981 (Loi de 1981 sur la contrefaçon et la falsification), la Criminal Justice Act 1987 (Loi sur la justice pénale de 1987), les Money Laundering Regulations 2003 & 2007 (Règlements de 2003 et 2007 sur le blanchiment d'argent) et utilisé abusivement la Mental Capacity Act 2005 (Loi de 2005 sur la capacité mentale).²

La banque Lloyds a mobilisé les meilleurs juristes de son conseil et aurait dépensé 850 millions de livres sterling en 2019 pour empêcher que ses actes délictueux ne soient prouvés. Les procédures judiciaires ont été manipulées et certains procès semblent avoir été carrément truqués³.

- **L'étendue de la malversation juridique de Lloyds**

¹ <https://eachother.org.uk/explainer-rule-law/>

² <http://www.appgbanking.org.uk/wp-content/uploads/2018/06/draft-Project-Lord-Turnbull-Report-part-1.pdf>; <http://www.appgbanking.org.uk/wp-content/uploads/2018/06/draft-Project-Lord-Turnbull-Report-part-2.pdf>; Communiqué de presse 14 - Abus de procédure judiciaire de Lloyds; Communiqué de presse 15 - Contrefaçon industrielle de signatures de Lloyds; Communiqué de presse Fraude au registre foncier de Lloyds.

³ <https://www.legalbusiness.co.uk/blogs/a-long-drawn-out-process-former-burges-salmon-partner-cleared-in-245m-fraud-case/>

Cela a impliqué la rédaction, la rétention, la falsification et la destruction⁴ de preuves⁵, les fausses déclarations frauduleuses, les parjures et autres infractions graves liées à la perversion du cours de la justice. Il s'agit notamment de documents de nomination délibérément invalides pour les administrateurs judiciaires de la banque.

Depuis plus d'un an, la National Crime Agency (NCA) refuse toutes les demandes, y compris celles émanant à plusieurs reprises de la Treasury Select Committee⁶, d'enquêter sur la falsification industrielle de signatures de documents juridiques par Lloyds sur laquelle la banque s'est appuyée en justice⁷.

La banque Lloyds s'est également livrée à une fraude systémique concernant le registre foncier et l'enregistrement correct des titres, qui est exigé par la loi. Ces infractions ont été graves, et non techniques.⁸

Les agents professionnels de la banque ont fait des déclarations délibérément fausses ou inadéquates aux régulateurs et autres organismes publics, souvent pour discréditer leurs victimes.

Pendant des années, Lloyds a largement utilisé les accords de non-divulgence (NDA) pour dissimuler la conduite criminelle de ses cadres et agents professionnels⁹.

Tous ces actes répréhensibles ont été commis à huis clos, à l'abri des regards du public.

- **Les avocats du comité de Lloyds ont largement enfreint la loi**

Les avocats sont des "officiers de justice" et ont le devoir supérieur de faire respecter l'État de droit et l'administration de la justice. Cependant, les avocats représentant la banque Lloyds ont souvent agi pour défendre les intérêts de leurs clients et ont ignoré leurs devoirs supérieurs.¹⁰

La Solicitors Regulation Authority (Autorité de régulation des avocats) (SRA) a protégé les avocats qui ont représenté des banques contre les enquêtes. Elle a refusé, par exemple, des demandes répétées de divulgation d'un rapport critique sur des malversations systémiques impliquant un cabinet d'avocats largement utilisé pour des recouvrements par la banque Lloyds.¹¹

- **La corruption des évaluations « indépendantes » menées par les banques**

⁴ <https://youtu.be/wFXOpikBUhw>

⁵ Communiqué de presse 14 - Abus de procédure judiciaire par Lloyds

⁶ <https://www.parliament.uk/business/committees/committees-a-z/commons-select/treasury-committee/news-parliament-2017/chaire-writes-to-fca-and-nca-17-19/>

⁷ Communiqué de presse 15 - Contrefaçon industrielle de signatures par Lloyds

⁸ Communiqué de presse 16 - Fraude au registre foncier de Lloyds

⁹ Communiqué de presse 20 - Utilisation abusive par Lloyds des accords de non-divulgence

¹⁰ <http://www.appgbanking.org.uk/wp-content/uploads/2020/07/APPG-HSF-SRA-9-6-20-Final-1.pdf>

¹¹ Refus de la SRA de fournir le rapport de Bevan Brittan au Commissaire de police de la vallée de la Tamise et Commissaire au crime, 2019.

Trois examens ont été effectués sur la seule fraude bancaire dont le gouvernement a autorisé l'enquête - la fraude de Halifax Bank of Scotland (HBoS) impliquant sa succursale de Reading.

La banque Lloyds a été autorisée à commanditer et à sélectionner l'examineur « indépendant » et à payer pour les études Griggs et Cranston ¹². La banque et ses avocats sont intervenus et ont complètement corrompu la procédure régulière et appropriée, en veillant à ce que les résultats pour les victimes ne soient pas justes ou raisonnables afin de limiter au maximum les responsabilités de la banque. Récemment, le directeur général de la banque Lloyds aurait « personnellement supervisé » leur mise en œuvre ¹³.

Le résultat est que personne ne fera plus jamais confiance à un examen « indépendant » mené par une banque.

- **Pendant ce temps, les victimes de la fraude bancaire**

sont tenus de respecter strictement l'État de droit et de faire face à toutes ses conséquences, y compris subir des pertes en raison des représentations frauduleuses et du parjure de Lloyds devant les tribunaux, des fausses faillites, des expulsions injustifiées et être privés de leurs entreprises et de leurs moyens de subsistance.

Lisa Osofsky, la directrice du Serious Fraud Office (Bureau des fraudes graves), a récemment affirmé que le système juridique britannique était « le système juridique le plus envié et le plus copié au monde »¹⁴. Il n'en est plus ainsi.

¹² Rapport sur les vols des avoirs frauduleux de Lloyds, annexe 3.

¹³ <https://www.telegraph.co.uk/business/2020/05/24/lloyds-chief-hbos-fraud-review-row/>

¹⁴ <https://www.telegraph.co.uk/business/2020/07/25/not-business-get-jail-free-cards-says-lisaosofsky/>